

PRÉSIDENTIELLE 2014

Tension et incertitudes

L'élection présidentielle la plus singulière de l'histoire de l'Algérie indépendante a lieu aujourd'hui jeudi 17 avril 2014, intervenant dans une atmosphère lourde, frisant même la psychose. Cela, en raison de la forte tension générée, pendant toute la campagne électorale, par ce remake du duel de 2004, entre Abdelaziz Bouteflika et Ali Benflis. Un duel très «musclé» et qui aura fini par éclipser tout le reste, les autres candidatures fantaisistes notamment.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La guerre entre les deux camps aura été cette fois moins longue dans la durée, certes, mais aura connu une intensité telle, vers la fin de la campagne en particulier, que des mesures spéciales ont été prises, dimanche dernier, au cours d'une réunion tenue au ministère de la Défense nationale.

Le Conseil national de sécurité s'est en effet réuni sous la présidence du chef d'état-major de l'Armée nationale populaire. Bien entendu, tous les hauts responsables de la haute hiérarchie militaire et sécuritaire ont également pris part à cette réunion. Selon une source très bien informée, il a été procédé, à l'occasion, à un



Photo : Samir Sid.



Photo : DR.

Benflis-Bouteflika, un duel musclé.

examen «à la loupe» de la situation générale du pays, au plan sécuritaire. «Des mesures ont été également prises pour aboutir à un niveau de risque zéro au plan sécuritaire pendant le déroulement des opérations de vote, mais surtout après, et ce, au plan interne qu'au niveau des frontières.

C'est d'ailleurs à l'issue de cette réunion que l'armée a rendu public son communiqué, le lendemain lundi sous la forme d'un éditorial de son organe central, la revue *El Djeïch*. Un communiqué qui s'est décliné

sous la forme d'une sévère mise en garde et qui intervient dans le sillage d'un autre communiqué, celui du Conseil constitutionnel qui «tenait» à préciser les modalités légales de dépôts des recours ! Comme par hasard, tout cela intervient également après le communiqué au vitriol de la direction de campagne du candidat Abdelaziz Bouteflika mais, surtout, les deux sorties successives de ce dernier, en personne, où il citera directement sa bête noire de toujours, Ali Benflis, allant jusqu'à le traiter de «terroriste». Cette stratégie de communica-

tion du clan présidentiel sera du reste vite relayée et transformée en une vulgaire propagande par des «médias» privés, d'un genre nouveau !

Plus sérieusement, ce rendez-vous du 17 avril avait été préparé pendant des mois par Abdelaziz Bouteflika. L'homme qui règne sans partage depuis le 15 avril 1999 avait été, un moment, brutalement interrompu dans son élan, son coup de force entamé en réalité en novembre 2008 par la révision de la Constitution qui lui ouvrait les portes de la présidence à vie. Son plan «opératoire» pour s'adjuger un quatrième mandat ayant été en fait décalé seulement.

Ce qu'il prévoyait d'opérer en mai 2013 avec notamment un remaniement gouvernemental, une autre révision de la Constitution, des réaménagements dans l'armée, il le fera à la rentrée de la même année, suite à un terrible AVC qui le frappera durablement le 27 avril 2013. Malgré un état de santé précaire, l'homme revient à la charge avec le remaniement de septembre dernier et les changements opérés dans l'armée, notamment.

A l'arrivée, il a fini par mettre en place un véritable «dispositif de guerre» qui quadrille entièrement le processus électoral à son seul profit. Tout le reste n'étant, dès lors, plus qu'une simple formalité...

K. A.

REBAÏNE, TOUATI ET BENFLIS SIGNENT UN ACCORD

Action commune contre la fraude

Les candidats Ali Fawzi Rebaïne, Ali Benflis et Moussa Touati ont décidé de mutualiser leurs efforts pour faire «échec à la fraude électorale». L'accord prévoit des actions de coordination aux niveaux local et national afin de contrer les manœuvres des partisans du quatrième mandat.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'union fait la force. C'est le principe universel qu'ont décidé de mettre en pratique Ali Fawzi Rebaïne, Ali Benflis et Moussa Touati pour faire face à la fraude électorale.

L'accord, signé mardi après-midi entre les trois directeurs de campagne, prévoit

une série de mesures pour contrer toute tentative de coup de force des pro-quatrième mandat en faveur de Abdelaziz Bouteflika.

Les trois parties ont convenu d'œuvrer pour une «coordination entre les représentants des candidats au niveau des directions de campagne, de la Commission nationale de supervision de l'élection présidentielle et des Commissions de wilaya».

Sur le plan local, les coordinateurs devront collecter les informations et faire état des «saisines effectuées dans les bureaux de vote, avant, pendant et après la tenue du scrutin».

Cette élection étant particulièrement tendue, les staffs de campagne des trois candidats insistent sur la «mise en échec

de toute tentative de fraude ou de porter atteinte à l'opération électorale dans le cadre légal» et évitent, cependant, «tout acte de provocation». La dernière mesure incluse dans l'accord prévoit «le suivi de l'opération de dépouillement des urnes jusqu'à la remise d'une copie du procès-verbal dans chaque bureau de vote». En somme, c'est un plan antifraude de grande envergure qui sera appliqué dès ce matin visant à couvrir l'ensemble des bureaux de vote d'Algérie.

Les candidats Ali Fawzi Rebaïne et Moussa Touati pourront, de fait, profiter de la stratégie élaborée pour le scrutin par Ali Benflis. Candidat pour la seconde fois, Benflis a annoncé disposer de 60 000 contrôleurs.

Les directeurs de campagne de Benflis, de Touati et de Rebaïne ont, par ailleurs, saisi le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales à propos des modalités de remise des procès-verbaux au niveau local.

«Dans le but d'assurer la transparence dans la collecte des résultats au niveau local, nous insistons auprès de vous afin que la remise des procès-verbaux par les présidents de Commissions communales au président de la Commission de wilaya se déroule en présence d'au moins un des représentants des trois candidats.

Cette mesure vise à éviter que ces procès-verbaux transitent par des voies non-garanties par la justice».

T. H.

À LA VEILLE DE L'ÉLECTION

Alger retient son souffle

J-1 avant une élection pas comme les autres. Alger retenait hier son souffle. L'issue de la «consultation» politique était sur toutes les lèvres, alimentée par des rumeurs sur d'éventuels troubles. Dans les principaux axes, la présence policière était plus importante que d'ordinaire.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Veille de vote très particulière. La capitale vivait hier au rythme des informations sur le déroulement des élections.

Dans l'expectative, les Algérois vaquaient hier à leurs occupations en étant totalement préoccupés par les conditions dans lesquelles vont se dérouler les présidentielles. Signe d'une tension palpable, une présence policière des plus remarquées. Au niveau des grands axes, les brigades anti-émeutes ont pris position depuis hier. Un plan visant à sécuriser la capitale a été élaboré. 244 000 hommes ont été mobilisés pour sécuriser les centres et les bureaux de vote, les espaces et édifices publics.

Différents moyens, dont la télé-surveillance et l'unité aérienne, seront mobilisés par la DGSN pour cette mission. Du côté de la Gendarmerie nationale, 100 000 éléments seront également mobilisés pour la sécurisation du scrutin.

Une présence sécuritaire qui paradoxalement ne rassure pas les Algérois rencontrés hier puisqu'ils y voient un risque de dérapage certain à l'issue du scrutin. Sur toutes les bouches hier, un seul vœu : celui de voir cette échéance passer sans heurts ni violences. Les plus sceptiques se préparent déjà au pire. Depuis quelques jours déjà, les rumeurs les plus folles circulent sur un embrasement et une flambée de

violence. Conséquence directe : les Algérois ont retrouvé leurs vieux réflexes de survie. Ils écumant les marchés et les supermarchés pour faire le plein de provisions. Ils se préparent au pire : des affrontements qui dureraient plusieurs jours, des pénuries, un scénario catastrophe qu'ils redoutent.

Au niveau du marché de Belcourt, ménagères et pères de famille se pressaient d'acheter en grande quantité les produits de première nécessité. Tous les appels à la raison, les communiqués émanant du ministère du Commerce rassurant sur la disponibilité des denrées alimentaires n'ont aucun effet et ne mettent pas un terme à des comportements irrationnels.

Les stations-service sont elles aussi prises d'assaut. Les automobilistes craignant une pénurie de carburant y accourent pour faire le plein. Une atmosphère



Photo : Samir Sid.

Alger sous haute surveillance.

faite d'attente et d'angoisse qui aura caractérisé cette veille d'élection. Alger n'aura cependant rien perdu de son agitation.

Les Algérois étaient toujours aussi nombreux à être sur les

routes. Certains ont profité du congé spécial octroyé aux élèves pour prendre la route et quitter Alger, son agitation et son oppressante angoisse...

N. I.